

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 17 au 30 avril 2026.

À Retenir

- Australie : L'Australie a déjà atteint la moitié de son quota d'exportation de bœuf vers la Chine pour 2026
- Nouvelle-Zélande : Signature de l'accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Inde
- Pacifique : Bougainville : tensions autour de la relance de la mine de Panguna

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

4,6%

Inflation repart à la hausse
en mars 2026

L'inflation s'accélère nettement en mars 2026, atteignant +4,6 % en glissement annuel après +3,7 % en février, soit son plus haut niveau depuis septembre 2023. Cette dynamique reflète principalement le choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient, avec une hausse marquée du prix des carburants (+32,8 % en mars). Le logement demeure le principal contributeur à l'inflation annuelle (+6,5 %). L'inflation sous-jacente reste élevée à 3,3 %, au-dessus de la cible de la Banque de réserve. Dans ce contexte, les anticipations de resserrement monétaire se renforcent, à l'approche de la prochaine décision de la Banque de réserve attendue la semaine prochaine. Le Trésorier, Jim Chalmers, anticipe une progression de l'inflation, tout en soulignant la robustesse de l'économie australienne. [AFR](#), [ABS](#), [The Guardian](#)

Retour sur

Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, s'est rendu en Australie et en Nouvelle-Zélande du 19 au 25 avril. Cette visite, qui l'a conduit à Perth, Adélaïde, Sydney et Auckland, a confirmé la nécessité de diversifier et de renforcer les partenariats français avec des pays attachés au cadre multilatéral et à la stabilité des relations commerciales. Cette visite a également marqué la fin des fonctions de l'ambassadeur de France en Australie, Pierre-André Imbert, qui est nommé secrétaire général de l'Élysée à compter du 4 mai.

À Perth, le ministre a rencontré Roger Cook, Premier ministre d'Australie-Occidentale, et a échangé avec la communauté d'affaires des Premières Nations australiennes en vue d'une mission d'entreprises en France à l'automne prochain. Il s'est également rendu au centre « The Hive » de Fortescue, où il a pu observer le pilotage en temps réel d'opérations minières, ferroviaires et portuaires à très grande échelle.

À Adélaïde, le ministre s'est rendu sur le chantier du projet Torrens to Darlington de Bouygues Construction, mettant en lumière le savoir-faire français en matière d'infrastructures. Le ministre a tenu le dialogue bilatéral sur le commerce et l'investissement avec Don Farrell, ministre fédéral du Commerce et du Tourisme, portant sur les évolutions de l'économie internationale, les stratégies française et australienne dans l'Indopacifique, ainsi que le renforcement des coopérations bilatérales et les nouvelles opportunités commerciales à la suite de la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Australie fin mars.

À Sydney, une rencontre avec la communauté française a permis de saluer sa contribution à la relation bilatérale, en présence de représentants du groupe parlementaire Friends of France. Une table ronde organisée avec le Centre franco-australien pour la transition énergétique (FACET), en présence du ministre fédéral de l'Industrie, de l'Innovation et de la Science, Tim Ayres, a réuni des entreprises françaises et australiennes du secteur de l'énergie autour des enjeux de coopération en matière de transition énergétique. Un échange entre entreprises françaises et acteurs australiens du secteur des transports s'est tenu à bord d'un ferry opéré par Transdev dans la baie de Sydney, autour des enjeux de mobilité. Une réunion avec des fonds de pension australiens a permis d'échanger sur les opportunités d'investissement en France, qui demeure l'une des destinations les plus attractives en Europe. La visite en Australie s'est achevée par une rencontre avec le Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud, Chris Minns, confirmant la solidité de la relation bilatérale et les projets de coopération en cours.

En Nouvelle-Zélande, le ministre a rencontré plusieurs interlocuteurs de premier plan : le ministre du Commerce Todd McClay, le vice-Premier ministre David Seymour dans le cadre d'une séquence mémorielle, ainsi que la ministre des Douanes Casey Costello. Il a par ailleurs participé à une table ronde avec les entreprises françaises portant sur les infrastructures dans le pays et a échangé avec la communauté maorie.



AUSTRALIE

Reconduction de la gratuité des transports publics dans le Victoria jusqu'à fin mai

Le gouvernement travailliste du Victoria a annoncé une extension de la gratuité des transports publics pour le mois de mai, qui sera suivie de tarifs à moitié prix jusqu'à la fin de l'année 2026. La mesure de la Première ministre Jacinta Allan, estimée à 400 M AUD, apporte une réponse à la crise actuelle au Moyen-Orient. Bien que le gouvernement insiste sur le caractère temporaire de l'initiative pour alléger le budget des ménages, certains économistes s'inquiètent de l'impact de ces dépenses publiques sur l'inflation et sur la dette croissante de l'État. [AFR](#)

Projet de taxe de 2,25 % sur les plateformes numériques pour financer les médias

Le gouvernement de Anthony Albanese a annoncé un projet de taxe « News Bargaining Incentive », visant à contraindre des plateformes comme Meta et Google à financer les médias australiens. Le dispositif prévoit une taxe de 2,25 % sur leurs revenus locaux, évitable s'ils concluent au moins quatre accords avec des éditeurs de presse. Les deux géants technologiques dénoncent une taxe numérique discriminatoire, pointant l'exclusion de certains acteurs comme LinkedIn. Cette initiative pourrait raviver les tensions commerciales avec les États-Unis, Donald Trump ayant déjà menacé de sanctions similaires. Canberra défend une mesure essentielle pour soutenir le journalisme, avec des fonds redistribués en fonction du nombre de journalistes employés. Toutefois, la limitation à quatre accords suscite des critiques, certains estimant qu'elle pourrait favoriser les grands groupes au détriment des médias plus modestes. Le projet est soutenu par plusieurs grands groupes de média qui y voient un levier crucial pour assurer la viabilité du secteur de l'information en Australie. [AFR](#)

Deuxième mise à jour de la comptabilité nationale des écosystèmes naturels

Les Comptes nationaux des écosystèmes de l'Australie vont permettre de suivre l'évolution de l'environnement australien au fil du temps et les implications de cette évolution pour l'économie et la santé. Le Ministère du Changement Climatique, de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Eau (DCCEEW) a travaillé avec le Bureau australien des statistiques (ABS) et le CSIRO afin de développer le second modèle de comptabilité nationale des écosystèmes. Les chiffres de 2026 s'appuient sur la première édition publiée en 2025, et apportent des informations supplémentaires, notamment sur l'eau douce, les poissons sauvages et les habitats, en adoptant une année de référence actualisée pour la plupart des données, à savoir 2022-23. Les données sont désormais présentées chaque année, et non plus tous les cinq ans. Ces comptes montrent comment l'environnement est un moteur économique sous-estimé. En chiffrant notamment le stockage de carbone d'une valeur de 59,5 Md AUD stockés, la nourriture fournie pour les bovidés (120 Mt) et l'eau de surface utilisée pour la consommation notamment (d'une valeur de 864 M AUD), il est possible d'établir le lien entre la prospérité à long terme et la santé des écosystèmes. [DCCEEW](#)

L'Australie a déjà atteint la moitié de son quota d'exportation de bœuf vers la Chine pour 2026

Après une enquête nationale demandée par la filière chinoise de la viande bovine, le gouvernement chinois a mis en place des quotas pour limiter les importations de bœuf afin de ne pas perturber sa filière. Dans ce cadre, l'Australie s'est vue attribuer un contingent de 205 000 t. Cependant, et en raison des tensions entre la Chine et les États-Unis qui ont gêné l'accès du bœuf américain au marché chinois, l'Australie s'est fortement positionnée ces dernières années, et a notamment exporté 294 957 t en 2025, soit 90 000 t de plus que son quota applicable en 2026. Or, au 25 mars, la filière australienne, avait déjà atteint la moitié de son quota pour 2026. Au rythme actuel, ce quota sera rempli fin mai ou début juin, et une fois ce quota atteint, les exportations de bœuf australien en Chine seront taxées à 55 %. Cela pose la question du report des exportations australiennes sur le reste de l'année, d'autant plus complexe si le Moyen-Orient reste inaccessible. Les concurrents de l'Australie ont quant à eux eu des stratégies différentes : le Brésil s'est également positionné très vite, et l'Argentine dans une moindre mesure, mais l'Uruguay, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont à ce stade rempli leurs quotas à un rythme faible. La Nouvelle-Zélande, qui dispose d'un quota de 206 000 t, devrait avoir beaucoup plus de marge que l'Australie, n'ayant exporté que 109 714 t en 2025 vers la Chine. [Farmonline](#), [Farmonline](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Légère diminution des émissions annuelles de gaz à effet de serre

Les dernières données du Greenhouse Gas Inventory, publiées par le Ministère de l'Environnement, montrent que les émissions de gaz à effet de serre de la Nouvelle-Zélande ont chuté de 0,1 % entre 2023 et 2024. En prenant en compte les puits de carbone, les émissions ont chuté de 2 %. Malgré la légère augmentation de l'utilisation d'énergies fossiles pour la production d'électricité (due à des niveaux bas des bassins des stations hydroélectriques), l'impact écologique négatif a été en partie compensé par la baisse des émissions dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction, car la pénurie d'énergie a contraint certaines entreprises à ralentir, voire à interrompre, leur production. Les émissions liées à l'agriculture, second secteur émetteur du pays, ont chuté de 0,3 % malgré une activité bovine en hausse. Les émissions brutes et nettes de la Nouvelle-Zélande ont atteint leur niveau maximal en 2006. Depuis lors, les émissions nettes ont diminué de 15 %, grâce à la fois à la réduction des émissions à la source et à l'intensification des plantations forestières.

[RNZ News](#)

Forte progression des transactions d'entreprises

Les ventes de petites et moyennes entreprises continuent de progresser en Nouvelle-Zélande, avec une hausse de 21 % des transactions sur un an, atteignant un record de 514 cessions au cours de l'année s'achevant en mars 2026. Les prix sont également en hausse, avec des écarts importants selon les secteurs : le commerce de gros et la distribution dominant (1,6 M NZD en moyenne), tandis que l'hôtellerie reste le secteur le moins cher (245 000 NZD). Le profil des acteurs évolue : les vendeurs sont désormais majoritairement issus des générations plus jeunes, et ne se limitent plus aux seuls retraités traditionnels, tandis que les acheteurs sont, pour près de la moitié d'entre eux âgés de plus de 46 ans. L'intelligence artificielle est devenue un facteur influençant certaines acquisitions, dans un contexte de transformation du marché du travail et de montée de l'entrepreneuriat. Les perspectives de croissance des ventes devraient toutefois ralentir en raison des élections et du conflit en Iran, qui contribuent à une plus grande incertitude économique et politique. [RNZ](#)

Mise en garde de la Commission sur le changement climatique sur la nécessité d'une réforme du système de quotas d'émission

Dans son rapport annuel adressé au gouvernement, la Commission sur le changement climatique (Climate Change Commission) a de nouveau alerté sur la fragilité du système d'échange de quotas d'émission néo-zélandais. En effet, le système risque de connaître une forte volatilité à l'avenir et d'être voué à l'échec s'il n'était pas réformé d'ici aux années 2030. Fragilisé par l'instabilité des prix et un manque de confiance du marché, il pourrait connaître une pénurie d'unités dès 2028. Les experts et les associations environnementales appellent à une restructuration profonde du système. [RNZ News](#)

Chanel investit dans l'exploitation Lammermoor pour s'approvisionner en laine biologique de haute qualité

Chanel et les propriétaires de l'exploitation Lammermoor, dans l'île du Sud, ont annoncé une coentreprise après que l'investissement de Chanel, d'un montant confidentiel, a été autorisé par l'*Overseas Investment Office*. Lammermoor s'étend sur 5 200 ha et, en plus d'activités d'élevage bovin, de grandes cultures et de distillation, est le seul élevage de laine de haute qualité certifié biologique de Nouvelle-Zélande. Grâce à ce partenariat avec Chanel, l'exploitation pourrait devenir le premier producteur mondial de laine de haute qualité certifiée *Regenerative Organic*. [RNZ](#), [The Post](#)

Le Brésil pourrait produire de l'éthanol en Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande envisage de faire appel à l'expertise brésilienne pour développer sa production d'éthanol dans la région du Northland. Il est estimé que la production pourrait démarrer autour de 50 millions de litres d'éthanol par an, ce qui nécessiterait entre 130 000 t et 150 000 t de maïs. Le Northland produit actuellement 8 000 t de maïs sur les 200 000 t produites par la Nouvelle-Zélande. La faisabilité du projet reste donc à confirmer, mais le Northland dispose d'un potentiel de développement de la production de maïs. À noter que les deux pays entretiennent déjà des liens dans cette filière, la Nouvelle-Zélande important 140 000 t en 2025 de grains coproduits issus de la distillation du maïs pour la fabrication d'éthanol, destinés à l'alimentation animale. [Farmers Weekly](#)

Signature de l'accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Inde

Signé le 27 avril 2026, l'accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Inde prévoit une libéralisation étendue. Près de 95 % des exportations néo-zélandaises verront leurs droits réduits ou supprimés à terme, mais seulement 57 % seront exonérées dès l'entrée en vigueur. Cette part atteindra 82 % par la suite, incluant le lait infantile et un quota de kiwis proche de quatre fois le niveau des exportations actuelles. Les 13 % restants (kiwis, pommes, miel de manuka, le vin et certains produits laitiers) bénéficieront de baisses tarifaires significatives. L'accord soutient l'objectif de doublement des exportations néozélandaises à horizon de dix ans. Les gains se concentreraient sur l'horticulture, la viande ovine, la sylviculture, les produits de la mer, le vin et certains produits laitiers (souvent via des quotas). L'accord ouvre un marché de 1,4 Md d'habitants, mais reste limité sur les segments sensibles indiens, notamment les produits laitiers. Côté indien, les bénéfices concernent surtout les secteurs intensifs en main-d'œuvre (textile, cuir, joaillerie, pharma). Au-delà des biens, l'accord inclut aussi les services, les investissements et la mobilité. [Beehive](#), [RNZ](#)

PACIFIQUE

Bougainville : tensions autour de la relance de la mine de Panguna

Des propriétaires fonciers de Bougainville ont adressé un avertissement public aux entreprises impliquées dans la relance de la mine de Panguna, leur demandant de cesser toute activité et de quitter le site. Bougainville Copper Limited (BCL) et la société indienne Lloyds Metals and Energy Ltd sont visées, accusées « d'entrées et activités non autorisées ». La mine de Panguna, l'un des plus grands gisements de cuivre au monde, est à l'arrêt depuis 37 ans. Son ouverture initiale avait alimenté les tensions locales, notamment en raison de l'arrivée massive de travailleurs migrants et des impacts environnementaux et économiques, les populations locales dénonçant une faible redistribution des bénéfices. Sa fermeture s'est inscrite dans le contexte de la guerre d'indépendance de Bougainville, souvent décrite comme l'un des premiers conflits liés à des enjeux socio-environnementaux majeurs. La relance du site est vue comme un levier clé d'autonomie économique par le gouvernement de Bougainville. [RNZ](#)

Une avancée majeure pour la protection de l'océan aux Samoa

Le gouvernement samoien a officialisé le lancement de son plan spatial marin grâce à un financement de 2,5 M USD octroyé par la Fondation Waitt. Ce cadre législatif ambitieux vise à gérer durablement l'intégralité de ses 120 000 km² d'océan, tout en instaurant une protection sur 30 % de cette zone via la création de neuf nouvelles aires marines protégées. Cet investissement soutiendra concrètement la surveillance, l'application des réglementations et le renforcement des capacités locales afin d'assurer la préservation à long terme de l'écosystème marin de l'archipel. [RNZ News](#)

Les Fidji obtiennent 37 M USD pour renforcer la résilience des zones côtières

Le gouvernement fidjien a obtenu une subvention de 37 M USD pour renforcer la résilience de 15 communautés côtières vulnérables au changement climatique. Soutenu par la Banque asiatique de développement et le gouvernement irlandais, le projet ciblera environ 3 000 bénéficiaires exposés à la montée des eaux, à l'érosion et aux événements climatiques extrêmes. Le programme prévoit des solutions combinant infrastructures et approches fondées sur la nature : restauration de mangroves, ouvrages de protection côtière, amélioration des réseaux d'eaux pluviales et dispositifs de protection des littoraux. Il inclut également un volet de diversification des revenus pour renforcer la résilience économique de la population locale. [FBC](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025			
Australie	27,7 (T3 2025)	1 840	66 352	2,0	2,0	1,7	-2,6	51,0	4,3 (Mars-26)	4,10 (Mars-26)	4,6 (Mars-26)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T4 2025)	259	48 621	-0,6	0,2	2,2	-3,7	54,7	5,4 (Dec-25)	2,25 (Fev-26)	3,1 (Mars-26)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2025	2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025	2025	2025
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,8	32,5	2 538	5,6	3,8	3,8	14,7	52,1	160	4,0
Fidji	0,9	6,0	6 544	3,2	2,4	2,7	-9,5	78,7	111	-1,4
Îles Salomon	0,8	1,7	2 171	2,7	2,8	2,9	-1,0	28,7	156	3,4
Vanuatu	0,3	1,3	3 826	3,1	3,5	3,2	-10,4	40,9	146	1,7
Samoa	0,2	1,3	6 114	4,2	3,2	2,8	5,7	21,2	122	1,9
Kiribati	0,1	0,4	2 756	4,3	3,1	2,4	-18,8	8,0	140	6,5
Tonga	0,1	0,7	6 869	2,1	2,7	1,3	-5,3	27,4	92	3,2
Micronésie	0,1	0,5	5 263	1,1	0,7	1,1	3,8	8,9	149	3,2
Îles Marshall	0,04	0,3	8 158	2,5	3,7	2,0	9,1	11,8	108	5,5
Palaos	0,02	0,4	19 444	6,3	3,3	2,8	-19,0	62,3	84	0,3
Nauru	0,01	0,2	15 000	2,2	2,1	2,0	2,7	14,6	124	6,1
Tuvalu	0,01	0,1	6 000	2,2	2,5	2,4	29,9	3,6	129	2,0

Sources : FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Événements à venir			
Melbourne (Fidji)	TBC	Closing of the Women in Energy Mentoring Program	<u>Plus d'informations</u> : n'hésitez pas à nous contacter !
Perth	13 mai	How to Secure Critical Infrastructure in Western Australia in the Age of AI	<u>Plus d'informations</u> : n'hésitez pas à nous contacter !
Perth	27 mai	ESG in mining: Navigating the new CMSI standards	<u>Plus d'information</u>

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)